

Violences contre des journalistes :

La direction de l'AFP doit réagir !



Samedi 20 avril, de nouvelles manifestations de Gilets jaunes ont eu lieu à travers la France et, comme souvent, des incidents ont éclaté. Mais, à un degré jusque-là inégalé, de nombreux journalistes ont rapporté avoir été victimes de violences de la part des forces de l'ordre, certains ayant même eu l'impression d'avoir été « ciblés » en tant que journalistes. Plusieurs ont été blessés. Deux ont été placés en garde à vue : Gaspard Glanz et Alexis Kraland. Le premier sera jugé en octobre et s'est vu interdire de paraître à Paris tous les samedis et le 1er mai.

Plusieurs syndicats et ONG ont dénoncé depuis samedi une « entrave à la liberté d'informer ».

L'AFP n'a pas été épargnée !

Des reporters de l'AFP ont été victimes de graves actes de violence commis par les forces de l'ordre. **Une JRI de l'AFPTV a été brûlée au second degré à un pied, après un tir de grenade de désencerclement**, alors qu'elle se trouvait au milieu d'un groupe de journalistes et de "street medics". **Un photographe de l'AFP a reçu une grenade lacrymogène dans les jambes et des coups de matraque** portés par un policier, alors qu'il s'était bien signalé comme journaliste en montrant sa carte de presse.

Ces faits sont inadmissibles et doivent avoir une suite !

D'autant plus qu'un policier a ensuite obligé des reporters à enlever leurs casques de protection, en invoquant de soi-disant « ordres », alors qu'ils se déplaçaient d'un lieu à un autre pour suivre les événements en cours.

Au sortir de ce week-end prolongé, la direction de l'AFP va-t-elle réagir par une lettre de protestation au préfet de police de Paris, voire au ministère de l'Intérieur ? Pour dénoncer ces violences et réclamer le respect de la liberté d'informer.

Nous ne pouvons pas nous contenter de quelques lignes signalant les journalistes de l'AFP victimes de violences à la fin d'un factuel (cf. la dépêche "*Gilets jaunes : RSF et SNJ dénoncent des atteintes à la liberté d'informer*") pour dénoncer ces actes et ces entraves manifestes à l'exercice de notre métier.

On peut d'ailleurs regretter que le dernier papier général sur l'acte 23 des Gilets jaunes (publié samedi à 20H16) ne mentionne pas les violences à l'encontre des journalistes, ni les incidents touchant nos propres collègues, ni les violences policières contre des manifestants, alors que nous avons largement couvert les cris de quelques-uns appelant les policiers à « se suicider ».

SUD regrette aussi la manière dont a été organisé le « grand débat », lundi 15 avril en interne à l'AFP, sur la couverture du mouvement des Gilets jaunes. Tous les journalistes de terrain n'ont pas été sollicités, ne serait-ce que pour donner leur avis.

SUD déplore également que les organisations représentatives du personnel aient été exclues de ce « débat » et espère que ses conclusions seront rapidement rendues publiques.